



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PREFECTORAL

du 16 JUIL. 2014

fixant des prescriptions complémentaires à la société SCHROLL à Strasbourg  
concernant les garanties financières  
au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- VU l'arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU la circulaire ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R.516-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2003 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 janvier 2010 et 6 novembre 2012 applicables à la société SCHROLL sur son site de Strasbourg,
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 10 avril 2014 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du 26/06/2014

CONSIDÉRANT les installations visées par les rubriques 2714, 2716 et 2718 sont exploitées par la société SCHROLL et relèvent, en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, du dispositif relatif aux garanties financières,

CONSIDÉRANT que le montant des garanties financières doit être fixé par arrêté préfectoral pris en application de l'article R.516-1 et R.516-2 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le calcul effectué selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en application du 5<sup>ème</sup> du chapitre IV de l'article R516-2 du code de l'environnement donne un montant des garanties financières de 108 120 € destiné à la mise en sécurité des installations classées,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – DÉFINITION ET CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

La société SCHROLL, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg 67 000 STRASBOURG, constitue les garanties financières pour son site situé à la même adresse dans les conditions définies ci-après.

Le montant des garanties financières s'élève à 108 120 euros.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul est celui en vigueur en octobre 2013 soit 703,6.

Le taux de TVA<sub>R</sub> est le taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral soit 20 %.

L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 21 624 euros pour la période de 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015,
- 43 248 euros pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016,
- 64 872 euros pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017,
- 86 496 euros pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018,
- 108 120 euros à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

### **ARTICLE 2 – TRANSMISSION DU DOCUMENT ATTESTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant transmet au préfet les documents attestant la constitution des garanties financières. Ce document, ainsi que ceux produits pour le renouvellement et l'actualisation des garanties, est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement des garanties financières, attesté par la transmission du document défini à l'article 3, doit intervenir au moins trois mois avant leur date d'échéance.

### **ARTICLE 4 – ACTUALISATION ET REVISION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 sus-visé au montant de référence figurant à l'article 2 du présent arrêté pour la période considérée.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

### **ARTICLE 5 – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

### **ARTICLE 6 – FRAIS**

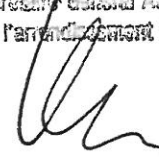
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 7 – EXÉCUTION**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le Maire de la ville de Strasbourg,

- Le Secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement,
  - Le Directeur départemental de la sécurité publique,
  - Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SCHROLL à Strasbourg.

**LE PRÉFET,**  
P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint  
chargé de l'arrondissement chef-lieu



Jean-François COURET

Délais et voie de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement) La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de un an à compter de sa publication ou de son affichage.

